

Lugliu 06

0,50 €

Rivoluzione



N° 07

U ghjurnale di i Patriotti Partighjani - Manca Naziunale

Cap ' articulu

L'8 di Lugliu in Aiacciu a manifestazione chjamata da u culletivu pè a difesa di a legge litturale deve esse capita di ognunu cumè un attu di resistenza maiò .

Sò tutte e cundizione di vità di u populu chì so in periculu cù stu PADDUC, elementu centrale di un prugettu mortale di qualchi burghesi. Toccà à noi, à u populu corsu, d'esse prisente in carughju pè fà vede a u statu francese è à tutti i capizzoni di a C.T.C, chì a nostra terra ùn hè à vende, chì i nostri zitelli annu u dirittu di cumprà una casa in paese soiu, è d'andà à u mare.

Avemù dinnò oghje cumè dumane u dirittu di travaglià dignamente, vulè di, miccà cumé servi di u tuttu-turisimu pè ingrassà qualchì patroni è mafiosi dighjà techji.

Si trattà di mubilizzasi contru à u prugettu di i sgiò, chì annu u cerbellu limitatu à una pensà unica, quella di l'ideologia capitalista nordista.

Toccà à ognunu à piglià a so responsabilità, i militanti di a Manca Naziunale l'annu fattu, è dipoi luntanu.

PRIVATISAZIONE DI A CORSICA INNO !



**Tutti in Aiacciu
l'8 di Lugliu
Piazza di a Gara
17 ore**

La Corse n'est pas à vendre !



A Manca Naziunale, co-fondatrice du « Collectif pour la défense de la Loi Littoral » se mobilise depuis des années afin que le peuple puisse faire savoir aux spéculateurs, quelles que soient leurs origines, que la Corse n'est pas en vente.

L'heure des choix décisifs est arrivée. Deux conceptions s'opposent. Celle d'une minorité qui veut s'emparer des terres et du littoral à des fins spéculatives. La nôtre, celle de l'écrasante majorité de notre peuple, qui veut pouvoir partager les espaces naturels, vivre dignement de son travail et choisir librement son avenir. Ce sont deux choix de société absolument incompatibles.

Aujourd'hui, comme par le passé, le gouvernement de la France ne veut pas s'accorder à la recherche d'une solution politique qui garantisse les intérêts collectifs du peuple Corse. C'est pourquoi il tente, par tous les énormes moyens à sa disposition, de liquider la résistance populaire. En tentant de donner aux néo-clanistes et à leurs complices, la possibilité de privatiser la terre et le littoral. Le pouvoir colonial espère ainsi porter un coup décisif, non pas contre la pègre et le grand banditisme, mais contre le Peuple Corse.

Nos espaces naturels sont la dernière frontière avant la privatisation globale de notre pays. Les tenants du Totalitourisme veulent s'emparer de tous les rouages économiques. Les transports maritimes sont privatisés. Les infrastructures, que ce soit en matière de fourniture de l'eau ou routière, sont payées avec l'argent public et les bénéfices sont privatisés. Cela grâce à la main mise par la droite sur les manettes de décisions politiques. En faisant sauter le dernier « verrou », autrement dit la loi « Littoral », les politiques promoteurs se proposent de privatiser l'ensemble de notre pays. Pour ces raisons, A Manca Naziunale co-fondatrice du Collectif pour la défense de la loi « Littoral » vous appelle à participer activement à la mobilisation du 8 Juillet prochain.

Clandestini Corsi : Le Grand amalgame

A Manca Nazionale a une position de principe publique et connue ; « Celle du rapprochement de tous les prisonniers corses de leurs familles, car nous refusons le principe de la double peine qui prévaut actuellement, à savoir « Incarcération - Eloignement ».

Cela étant rappelé il nous paraît opportun dans la période d'exprimer notre point de vue sur le groupe armé « Clandestini Corsi ».

Apparu le 22 mars 2004, sur fond de climat d'attentats anti-maghrébins, le discours de C.C ne souffre d'aucune ambiguïté. Dans un communiqué du 07/07/2004 on pouvait la grande ligne de leur action politique, c'est-à-dire, « stopper l'immigration qui ronge l'île depuis trop d'années déjà » et la communauté maghrébine en Corse pouvait s'attendre à la possibilité d'« éliminations physiques » cette communauté étant stigmatisée comme étant à l'origine du « trafic de drogue » en Corse. Bien sûr, cette justification est inepte car tout le monde sait que ce sont bien des Corses issus du grand banditisme qui contrôlent l'importation, la circulation, et les réseaux de vente de drogues en tout genre dans notre pays.

Le 08/09/2004, dans un autre communiqué, C.C poursuivait "Nous félicitons le mouvement clandestin anonyme pour leur opération contre le domicile d'un Maghrébin à Biguglia" et de rajouter "Il est inadmissible que cette racaille s'enrichisse sur notre terre", menaçant à nouveau la communauté maghrébine en Corse : "Ils seront touchés à leur domicile privé et des éliminations physiques seront perpétrées contre les plus réticents."

Le propos est clair et ne laisse aucune place au doute : il s'agit en l'espèce d'une phraséologie qui n'a rien à envier aux propos « classiques » de l'extrême droite.

Humanitaire contre droits de l'homme ?

Face à cette dérive inquiétante au sein de la jeunesse corse, il était tout à fait justifié que les associations anti-racistes et la L.D.H réagissent. Elles ont donc été elles aussi clairement ciblées par C.C, qui dans le même communiqué du 08/09/2004 a mis en garde l'association antiraciste Ava Basta et la Ligue des droits de l'homme (L.D.H) "pour leurs propos tenus" dans divers médias de l'île.

De la part des moyens de l'anti-terrorisme français, les membres de C.C, ont subi le même arbitraire que n'importe quel autre prisonnier corse déplacé. Une mobilisation de plusieurs organisations (C.A.R, A Riscossa Paisana, Voce Popolare, etc....) s'est opérée pour soutenir les militants de C.C emprisonnés, sous l'angle de l'humanitaire (préventive très longue), de l'irresponsabilité et de la fragilité de ces jeunes issus de divers horizons. Récemment la L.D.H a été mise en cause par certaines organisations, dont U Rinnovu, pour le fait qu'elle se constitue partie civile. Cette inversion des genres est surprenante, car tous ceux qui sont montés au créneau en soutien à C.C ont toujours précisé qu'ils se démarquaient des actes perpétrés par ce mouvement.

Or, curieusement, quand le fond est abordé, l'humanitaire cède la place à ce qui peut apparaître comme une caution, et donc un exemple pour d'autres.

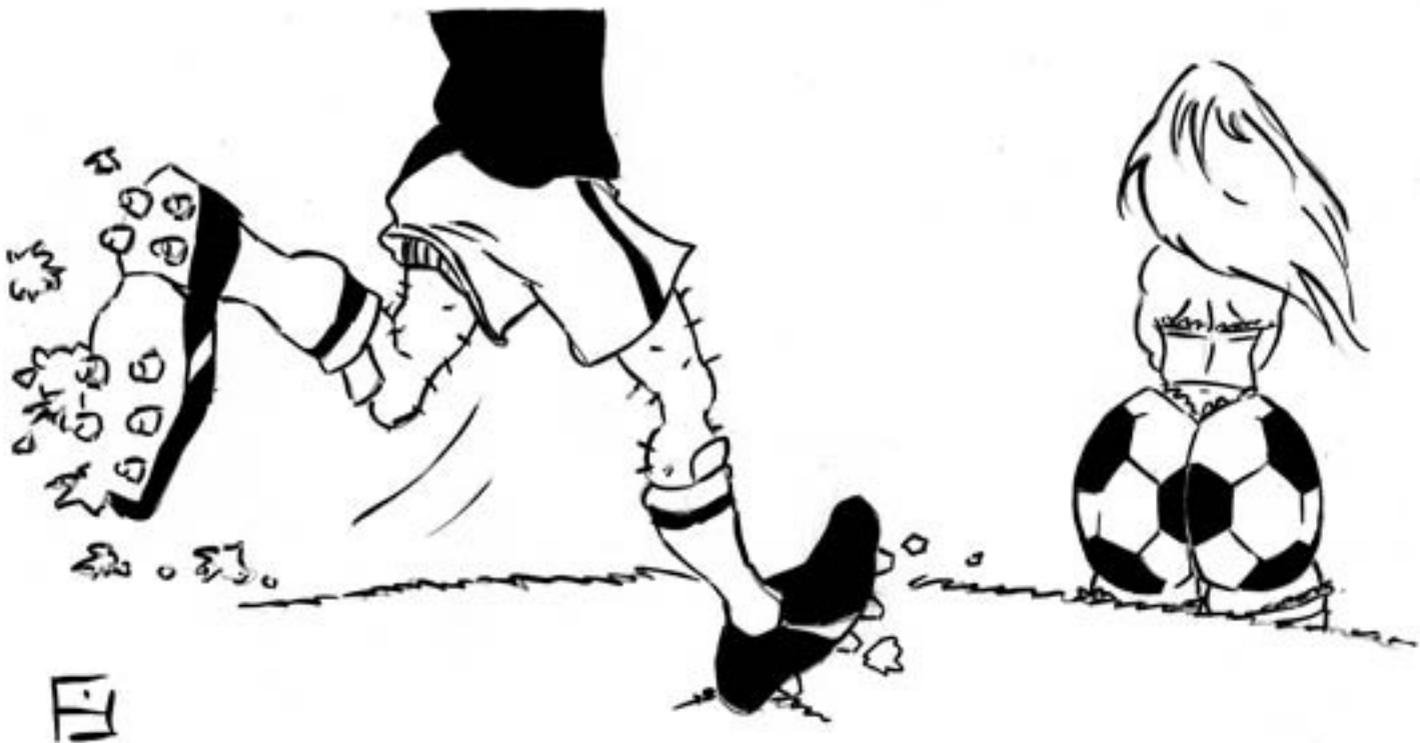
Qui Manipule qui ?

Ces jeunes, totalement irresponsables ou présentés comme tels, auraient été manipulés. Cela est possible, mais compte tenu de la phraséologie d'extrême droite utilisée, il est plutôt question d'une banalisation dramatique du racisme, d'influences politiques directes et d'une cruelle absence de réaction de la classe politique, nationalistes compris. On en fait vite le tour. En premier lieu, Olivier Martinelli et son F.N-Fiamma Corsa travaillent à structurer la ligne « Nationaliste Identitaire » et à tout intérêt à alimenter des crispations communautaristes dans notre pays. Puis, il y a des électrons libres du M.N.R, dont beaucoup sont présents dans les forces de police. Il ne faut pas également relativiser les connexions entre groupuscules nazillons français et jeunes corses désœuvrés, par le biais du Net (forums au départ prévus pour les amateurs de foot, par exemple).

Enfin, certains nationaux populistes voudraient bien réitérer le coup de 1985, récupérer le soutien du courant raciste dans notre pays.

En conclusion, le fait historique que constitue la mise sous tutelle de notre pays par un état et la collaboration soutenue des clans ne saurait être confondu avec la présence d'une immigration majoritairement constituée de ressortissants de pays d'Afrique du Nord. Ce ne sont donc pas les migrants qui plongent la Corse dans la difficulté, mais un système : le capitalisme et son mode de domination, le colonialisme. Mais lorsque le nationalisme n'est plus en volonté de changer vraiment les choses, surgissent les aspects inacceptables d'un populisme aux relents ethnocistes. A ce titre les jeunes emprisonnés vont répondre seuls, de leurs faits et propos. Face la vie, que leurs yeux s'ouvrent un jour aux réalités et ce n'est certainement pas la prison et les conditions d'incarcération qui joueront en ce sens. Mais qui parle tout autant des victimes, dont beaucoup ont quitté la Corse, sans rien attendre de la justice, mais certainement en désespérant d'une intégration rendue impossible.

Du Pain, Des jeux, et pour les Femmes ?



A l'heure où c'est ouvert en Allemagne, à l'occasion de la Coupe du Monde de football, un gigantesque bordel, la rédaction de Rivoluzione a choisi, en témoignage de solidarité avec toutes les femmes dont le corps est exploité comme une vulgaire marchandise, de rappeler l'apport et l'engagement de celles qui luttent contre un système inique, le payèrent souvent au prix de leur vie. Notre solidarité indéfectible s'adresse bien sur à celles, moins connues qui continuent de refuser la mise sous tutelle d'une moitié de l'humanité.

Rosa Luxemburg est née le 5 mars 1871 à Zamosc (Pologne). Vers 1896, elle s'installe en Allemagne et obtient la nationalité allemande. Lors de la révolution russe de 1905, elle regagne clandestinement la Pologne où elle organise la propagande révolutionnaire. Arrêtée puis libérée, elle revient en Allemagne. Théoricienne marxiste, c'est à cette époque qu'elle rédige son ouvrage majeur "L'accumulation du capital" dans lequel elle expose sa théorie de l'impérialisme. Durant la Première Guerre Mondiale, son engagement pacifiste, ses positions anti-militaristes et anti-nationalistes lui valent d'être incarcérée presque sans discontinuité. En rupture avec la politique du SPD qui vote notamment les crédits de guerre, elle fonde avec Karl Liebknecht, Franz Mehring et Clara Zetkin, la ligue Spartakus. À sa libération, elle participe à la fondation du Parti communiste allemand dont elle rédige le programme. Opposée, dans un premier temps, à l'insurrection spartakiste de janvier 1919 à Berlin, en raison d'un rapport de force qu'elle juge défavorable aux révolutionnaires, elle y participe malgré tout. Elle est arrêtée au lendemain de la répression sanglante de l'insurrection menée sous les ordres du social-démocrate Gustav Noske et de Scheidemann.

Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg est sauvagement assassinée, avec Karl Liebknecht, par des officiers des corps francs dont sont issus les premiers nazis

"La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme de la "justice", mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la "liberté" devient un privilège." Rosa Luxemburg : In "La Révolution russe" (1918)

***" Rosa-la Rouge aussi a disparu , Le lieu où repose son corps est inconnu.
Elle avait dit aux pauvres la vérité, Et pour cela les riches l'ont exécutée."***

Bertolt Brecht (1919)

1793 : Une guerre civile en Corse

Dans le numéro précédent, nous avons mis en relief l'adhésion totale de Pasquale de Paoli aux principes de la Révolution Française. Nous choisissons dans ce numéro d'évoquer la période trouble de l'insurrection qui précéda l'épisode du Royaume-anglo corse.

Il convient de procéder à un bref rappel historique. Après l'échec de l'expédition militaire de Sardaigne, des députés corses et français mettent en cause à Paris la loyauté de Pasquale de Paoli à la Révolution. Le 27 janvier 1793, Paoli écrit au ministre de la Guerre pour dénoncer la calomnie dont il est victime et évoquer « ...le sacrifice de toute une vie pour le bonheur du peuple... ». Mais ses détracteurs ne désarment pas : la Convention, par un décret du 5 février 1793, supprime les quatre bataillons de la garde nationale en Corse, dont Paoli est le commandant en chef. Le 2 avril, elle déclare Pasquale de Paoli « traître à la patrie » et les députés parisiens demandent son arrestation.

Le parti paoliste convoque alors une consulta à Corti, le 23 mai 1793 au cours de laquelle les députés corses se déclarent " **en état de résistance légitime à l'oppression** ".

Au mois de juillet 1793, malgré les dernières tentatives de dialogue, la guerre civile éclate en Corse. Les affrontements entre le camp paoliste et le camp républicain s'avèrent d'une violence inouïe. Les combats ensanglantent les campagnes, ravagent récoltes et villages, sans parler des exécutions sommaires dans les deux camps. Si la majorité du territoire est sous le contrôle du gouvernement paoliste, Calvi et Bastia demeurent aux mains des républicains.

A la demande pressante de Salicetti et des républicains retranchés en Corse, une intervention militaire française menace une Corse devenue complètement autonome. L'aide d'une puissance extérieure paraît incontournable aux paolistes, et fin août 1793, des contacts s'établissent avec l'Angleterre.

Ce n'est qu'en janvier 1794, après maintes négociations, que les anglais s'engagent aux côtés des paolistes dans le conflit corse, enlevant les dernières places tenues par les républicains (St Florent, Calvi et Bastia).

Une analyse minutieuse de cette période est une clé de lecture pour la compréhension des rapports contemporains entre le mouvement national corse et la gauche française. Il est impératif de comprendre pourquoi un militant révolutionnaire corse a appelé à l'insurrection contre les dirigeants révolutionnaires français dont il avait épousé la cause.

Il ne s'agit pas d'un simple conflit de personnes entre Paoli et les familles Arena et Salicetti. Le clivage est tout autre : il repose sur une contradiction d'intérêts économiques au sein de la notabilité rurale corse, que nous allons tenter d'expliquer .

En effet, en 1793, bon nombre de responsables paolistes détiennent d'importants leviers politiques, économiques et judiciaires en Corse. Dans la même période, se pose la question de la propriété des « biens communaux », dont la clientèle paoliste (y compris populaire) en demande la restitution pour en récupérer un usage collectif séculaire.

Pour bon nombre de notables ruraux opportunistes, la mainmise sur de vastes étendues de terre est un tremplin inespéré pour accroître leur pouvoir économique et obtenir les faveurs du pouvoir parisien ; ainsi s'explique la cabale anti-paoliste.

Et depuis, rien n'a changé : les républicains de gauche s'opposent à la nation corse, en échange de prébendes accordées par l'Etat français. Et c'est au nom du progrès, bien sur, que s'effectuent tous ces trafics, et que les droits du peuple corse sont bafoués.

F.S.E : De la contestation à l'alternative



FSE 2006, Police anti-émeute sous une pluie de cocktails molotov

Après Londres, Saint-Denis et Florence, Athènes a accueilli du 4 au 7 mai, le quatrième Forum Social Européen, ses 30 000 délégués alter mondialistes et ses 15 000 militants.

Le FSE 2006 a marqué un tournant par l'émergence l'élaboration d'un projet politique authentiquement ancré à gauche, véritable alternative à la globalisation capitaliste.

Il s'inscrit en effet dans le contexte du rejet de la Constitution européenne du 29 mai 2005 en France. Ce rejet massif avait eu le mérite de désigner clairement l'ennemi : le capitalisme, et de porter en germe le projet d'une autre Europe (Tout au moins l'expression forte du NON de gauche anti-libéral).

Loin du prétendu essoufflement du mouvement alter mondialiste, phantasme de sociaux-libéraux, auteurs de couvertures médiatiques de l'événement plus que partielles et discutables, la riposte se construit.

L'actualité de la lutte anti-CPE et du non au référendum ont permis la démonstration qu'un rassemblement anti-libéral de grande ampleur pouvait être victorieux en Europe et même à l'échelle mondiale, si l'on considère les victoires progressistes d'une Amérique latine recherchant des solutions à gauche., même si la ligne radicale d'Hugo Chavez ne peut être assimilée à celles des sociaux libéraux chiliens, ou des sociaux-démocrates mexicains.

Sous la poussée parallèle des alter mondialistes asiatiques et africains, grands oubliés du combat depuis l'éclatement et la dilution d'une ligne politique de développement propre au Tiers Monde, le FSE, a, non sans heurt, recentré les débats autour d'une alternative constructive aux politiques libérales dominantes.

Ce recentrage s'est effectué grâce à la tenue de 280 séminaires de qualité balayant tous les sujets. Les FSE évoluent ainsi vers un fonctionnement en réseaux thématiques pérennes (services publics, éducation, santé, recherche, migrants, précarité...), plus à même de structurer la tentative de mise en place d'une autre voie crédible.

Sur le thème des migrants par exemple, le FSE réclame :

- une régularisation sans condition des sans papiers en Europe et l'égalité des droits de tous les migrants
- la fermeture de tous les centres de détention
- l'arrêt des expulsions
- la dissociation entre le permis de séjour et le contrat de travail, source d'accentuation de la précarisation capitaliste qui fait des travailleurs migrants fragilisés les proies du travail dissimulé

Selon la même logique, est prévue pour 2007 la tenue du premier forum européen de défense des services publics. On est donc passé d'un refus de la globalisation capitaliste (début de l'altermondialisme) à l'idée d'une réelle alternative politique, comme en témoigne le débat au sein d'ATTAC (discussions et divergences autour du vote sur la constitution européenne, par exemple).

L'antagonisme croissant des classes sociales en Corse

On a eut de cesse d'entendre dans le mouvement national « **Semu tutti fratelli** », ou d'autres assertions aux accents populistes comme : « **la lutte des classes n'existe pas en Corse** ». Et pourtant il suffit de se pencher sur notre histoire pour savoir que les principes « di a Terra di u Cumunu » se sont toujours opposés aux valeurs réactionnaires « di a Terra di i Signori ». Récemment, le quotidien français 'Corse Matin' titrait « **La Corse championne de l'écart entre revenus** ».

A regarder des données actuelles de

l'INSEE, le constat est édifiant, et c'est toute l'analyse sur la fracture de classe déjà évoquée par A Manca Naziunale dans ce journal et lors des dernières régionales de 2004, qui en sort renforcée.



Nous savions déjà que le salaire moyen corse était au plus bas, c'est ce qui explique que les traitements et salaires ne représentent que 57,2 % des recettes fiscales en Corse contre 64,1 % en France !

Les employés et ouvriers en Corse ont un revenu moyen inférieur de 10% au salaire moyen en France.

La donnée la plus frappante est l'explosion de la tranche des hauts revenus, non pas du fait de la valeur de leur patrimoine, mais bien du fait de la hausse de leurs bénéfices sur activité (10,5 % des recettes contre 7,1 % en France !).

C'est donc d'une exploitation du salariat de plus en plus écrasante que les patrons d'entreprises corses de l'industrie du Tourisme, du BTP et de la Distribution, tirent de plus en plus de plus-value, et ils bénéficient de surcroît de cadeaux fiscaux.

Ce rapport classique se superposant aux phénomènes d'accumulation de capital à travers les opérations de spéculations et de Blanchiment, on assiste donc en ce moment en Corse à une évolution historique, celle de la mutation d'une partie de la petite bourgeoisie en véritable bourgeoisie.

Les « Nouveaux Seigneurs » sont donc à l'offensive et précipitent chaque jour un peu plus notre peuple vers une paupérisation de masse . Dès lors, tout discours démagogique niant la réalité de la lutte des classes dans notre pays, doit être combattu. L'heure est aux mobilisations sur des mots d'ordre clairs, même pour les revendications transitoires. Les patriotes d'a Manca Naziunale appellent à la construction du parti révolutionnaire, seule force pouvant initier une transformation radicale de notre société.

S.T.C (Sindicatu di i Travagliatori Corsi) : Une majorité reconduite



Le dernier congrès du STC s'est donc conclu par l'élection d'un exécutif, copie conforme de la majorité sortante.

Deux tendances proposaient aux adhérents des motions, dont celles dites d'orientations générales. La minorité issue des votes a rassemblé autour d'elle presque 40% des voix exprimées. Tout s'est donc bien terminé et ce malgré les tensions perceptibles lors des débats de pré congrès. L'opposition dirigée par Alanu Mosconi de la section des marins jouera dit-elle : « un rôle constructif dans le souci de préservation de la structure, tout en maintenant ses positions ». Traduction pour les non-initiés : bien que critiques quant à l'ancrage de la majorité sortante, nous restons en attendant une prise de conscience des adhérents.

Soit. Le fait est que le STC, aujourd'hui majoritaire dans le champ syndical n'a pas grand-chose à redouter des centrales par ailleurs présentes. Globalement tétanisées par l'absence de combativité de leurs directions nationales françaises (quant ce n'est pas ouvertement de la collaboration avec le patronat), vidées de leur substance, en partie du fait de la négation de l'existence d'une revendication nationale, les fédérations traditionnelles sont réellement menacées de disparition.

Les perspectives, en termes de dynamisation des luttes sociales, sont donc bien lointaines. Ce qui devrait rassurer l'actuelle direction du STC. Reste à savoir ce que finiront par penser et faire les travailleurs, pour qui les conditions de vie se dégradent gravement. Le patronat peut pour l'heure encore dormir sur ses avantages. Et ce n'est pas ce dernier congrès qui lui créera des insomnies.

REDAZIONE REDACTION

Capi redattori *Rédaction en chef*

Anna Laura Cristofari,
Serge Vandepoorte-Marcangeli

Redattori *Rédacteurs*

Ghjuvan'Paulu Ramacciotti,
Stelliu Leca,
Ghjaseppu Pietri,
Pasquale Agostini

P.A.O

Desideriu Ramelet,

Tesurieru *Trésorier*

Federicu Federzoni,

Distribuzione *Distribution*

Ghjuvanni Lefevre,

SUSTEGNU SOUTIEN

Sceccu (Chèque) - * Mr Federzoni*

Dominique Giacomoni
Rés. Savreux Bat B1
Chemin du Loretto
20 090 AIACCIU

D'un contu à l'altru (Virement)

Mr Frédéric Federzoni
Crédit Agricole / CRCAM de Corse
Banque Guichet Compte Clée
12006 00011 73002024360 63



Action-CRitique-MEDias

Savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante des médias.

<http://www.acrimed.org>

Des archives, des dossiers exclusifs, un contact

WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG